

COMBAT BRETON

Kazetenn Emgann

*La Bretagne sous les eaux,
que peut-on y faire ?*

*Interview de
Paddy Moloney (Chieftains)*

INONDATIONS.

Inondations à Kemperle (janvier 1995)

Foto : Frédéric Bacon



Fatalité ou laisser-faire ?

Les inondations des bourgs et villes situés sur nos rivières ou à leurs embouchures, provoquent de plus en plus de dégâts et de plus en plus d'inquiétude.

Depuis 20 ans nous dénonçons une des causes principales de ces affluents massifs et brutaux d'eau dans nos rivières : les remembrements et les arasements abusifs de talus et la destruction du bocage.

Plus de 40 000 km de talus arasés pour le seul Finistère dans ces 25 dernières années ou l'équivalent de 35 000 ha de forêts détruits.

Si les remembrements autoritaires des communes, orchestrés par les DDA (Direction Départementale de l'Agriculture) sont en régression, les restructurations d'exploitation s'amplifient avec l'agrandissement des fermes.

De même tout nouveau tracé de route entraîne un remembrement sur 600 m de profondeur de chaque côté du tracé.

Dans toutes les communes classées en O.G.A.F. (Opération Groupée d'Aménagement Foncier) il est possible de tout araser, sans avis ni permission. Rappelons que tout le Centre Bretagne est classé en O.G.A.F.

Ainsi vont-on tous les automnes les bulis à l'œuvre, détruisant talus, arbres et chemins creux, avec pour résultat des parcelles de 30, 40, 50 ha !!! pente ou pas, bassins versants ou pas.

La D.D.A. prétend qu'il n'est pas possible de mettre un frein à ces abus puisqu'ils se déroulent sur des propriétés privées, et qu'il n'y a ni loi ni réglementation permettant d'y remédier !!!

Dans une lettre ouverte aux élus, en date du 1.11.90, EMGANN demandait que soit instauré un permis de démolition des talus, avec interdiction de dépasser une surface maximale par parcelle, en tenant compte des bassins versants, des pentes, et en conservant les limites naturelles.

Un vœu a été aussi présenté à la session de mai 91 du Conseil Général du Finistère, élaboré à Châteauneuf-du-Faou et présenté par F. Riou.

L'augmentation constante des surfaces cultivées sous maïs liée au développement des ateliers hors sols et aux plans d'épanou-

issements nécessaires, aux déjections, laisse tout l'hiver des sols nus, cause de ruissellement très important. Plusieurs routes barrées étaient dues aux torrents d'eau et de boue s'échappant des entrées de grands champs en pente.

Restera-t-on encore au stade des vœux et des constats d'impuissance en attendant la prochaine catastrophe ?

Il est plus que temps de prendre des mesures réglementaires et législatives :

EMGANN réitère sa demande d'instaurer un permis de démolition des talus.

Au préfet, au Directeur de la DDA et aux députés et aux sénateurs de prendre leurs responsabilités.

Sauvons ce qui peut encore l'être, la situation ne pouvant que s'aggraver d'année en année.

Yann PULLANDRE.

5 POINTS POUR UNE AUTRE POLITIQUE

A EMGANN, nous considérons que la situation actuelle (chômage, exil, décollation) en Bretagne n'est pas le fruit du hasard mais la conséquence de décisions politiques prises à Paris et de choix économiques dictés par le système bancaire et les multinationales selon la seule logique du profit.

- Dès à présent, nous proposons une alternative, basée sur :
 - la reconnaissance officielle du Peuple Breton dans ses limites historiques,
 - l'élection d'une assemblée bretonne dotée de pouvoirs réels de décision et de représentation internationale,
 - l'officialisation du breton et la promotion de notre culture,
 - un plan de développement économique fondé sur la solidarité et la justice sociale et le respect de l'environnement,
 - la garantie pour tous de pouvoir vivre décemment en Bretagne.

Ces cinq points acquis constitueront des avancées significatives dans le cadre de notre lutte de libération nationale vers l'indépendance.

EMGANN, kasetenn EMGANN Organe du mouvement EMGANN. Rener ar gazetenn/Directeur de la publication : Philippe Jeannot. Moulur/Imprimerie : Imprimerie Henry Péderneg. Chomlec'h/Adresse : BP 71 - 22202 Gwengamp Cédex. Komanant/Abonnement : 150 L. Bep miz/Mensuel CPPAP : N° 65664. ISSN : 0763 5392

Dour-b

INONDATIONS EN BRETAGNE.

Les causes et les remèdes.

Publier aujourd'hui une photo des inondations n'a rien d'original. Celle-ci nous montre le vieux pont du Roy, à Châteauneuf du Faou, l'eau rasant ou dépassant le tablier. Ce pont, construit sur l'Aulne il y a 400 ans, avait, on s'en doute, la marge suffisante pour supporter les crues. Depuis, l'Aulne a été canalisée et le lit presque doublé. Il ceci nous donne une idée du volume d'eau charrié à deux époques différentes.

Tous les gens habitant le long de nos rivières, ont vu (ou ont en mémoire) l'eau sortir et inonder de temps à autre prairies et champs inondables.

Jusqu'à une époque récente, aucun agriculteur ne semait des céréales d'hiver dans ces parcelles, et on trouvait peu de constructions qui n'avaient pas leur utilité à proximité des ruisseaux (moulins, scieries...).

Ainsi, la zone dite de l'hippodrome à Kemper était une vaste prairie régulièrement inondée par l'Odé.

Plusieurs dizaines d'hectares y ont été urbanisés. Les terrains étaient moins chers. Deux zones industrielles s'y sont implantées dans les 30 dernières années.

Les nouvelles techniques de construction, le béton bouché, le plastique, les puits avec pompes, permettent de construire sans trop de problèmes dans une prairie ou même un quasi-marécage. Si l'on arrive à dévier les sources de sa maison, on n'arrête pas de la même manière une rivière qui déborde.

Il n'y a pas si longtemps, le choix du terrain pour construire était fait très soigneusement. «Sevel war ar sech» - **Bâtir sur du sec.** Comme toutes nos maisons à la campagne avaient un sol en terre battue, on imagine la catastrophe et l'insalubrité si des sources montaient en hiver. De toute façon, ce qui est construit ne sera pas rasé. Et depuis la nuit des temps, les hommes ont construit leurs villes le long des fleuves et des rivières, avec un certain fatalisme et avec sans doute un calcul de probabilité par génération.

Sans électricité, sans conduite de gaz, sans plâtre ni moquette ni appareillage ménager, un mobilier des plus rustiques, les inondations lorsqu'elles se produisaient n'avaient pas les mêmes conséquences financières. De toute façon il n'existait pas d'assurances «catastrophes naturelles».

Cette loi intelligente est l'une des premières du septennat Mitterrand. Elle fait jouer la solidarité «nationale» par le biais d'une cagnotte constituée par un pourcentage pris sur toutes les autres assurances.

Qu'y a-t-il de nouveau dans les crues de cette année, et pourquoi les crues se rapprochent et durent plus longtemps ?



Pont ar Roue

D'abord la montée des eaux est beaucoup plus rapide, le volume charrié est beaucoup plus important, les inondations durent plus longtemps.

On connaît aujourd'hui les causes aggravantes des crues rapides :

C'est le remembrement des terres avec ses conséquences : arasement de talus, de haies, annexion des chemins, déboisement, drainage des parcelles basses. Nous le dénonçons depuis 25 ans. D'autres le font aujourd'hui. L'urbanisation, le goudron et le béton, les nouveaux tracés de routes et d'autoroutes, sont d'autres facteurs.

Lié à l'agrandissement des parcelles, une autre cause de ruissellement important : **la manière de labourer les champs.**

Il n'y a pas si longtemps, tous les champs étaient labourés de travers par rapport à la pente. Il y avait des règles séculaires : les champs en pente étaient charriés 2 fois vers le haut, 1 fois vers le bas.

Des talus et fossés coupaient les pentes et rendaient un maximum de parcelles labourables.

Les labours à contre pente, les talus, fossés, plus les arbres jouaient tous leur rôle de retenue et d'infiltration de l'eau.

La mécanisation a profondément modifié la façon de labourer.

La puissance et la rapidité de manœuvre des gros tracteurs permet, ou oblige souvent, les labours dans le sens de la pente (tête en bas comme on dit).

Les semis sont également effectués dans ce sens, les traitements et bien sûr l'ensilage. Remorques et ontiluses se renverseraient dès que le sol serait mouillé. La culture du maïs à grande échelle, vient aggraver le ruissellement. Seuls quelques-uns déchaument après le maïs. Les sols restent nus et les passages des remorques chargées sur les pentes, constituent autant de rigoles aboutissant au ruisseau.

Toutes les terres à maïs devraient être déchaumées, avec labours en travers avant l'hiver.

Cela est possible et reconnu utile. C'est le minimum, puisque les talus ne seront pas reconstruits, ou s'ils le sont en très petit nombre (à moins de nouveaux règlements contraignants, qui ne sont pas pour demain).

Mais, ne pas déchaumer est aussi un avantage pour les cochonniers, généralement aussi gros producteurs de maïs. Les champs tassés permettent l'épandage de lisier avec de gros engins, même par temps de pluie, ce qui serait impossible en terre labourée ou «gratée».

Alors faut-il désigner les paysans comme principaux responsables des inondations ? En partie seulement. Des milliers d'entre eux se sont battus contre les remembrements autoritaires qu'on leur imposait. Il y a eu des manifestations, des procès, de la prison, des suicides.

(suite page 13)

ELECTIONS AUX CHAMBRES D'AGRICULTURE.

La bonne «surprise» du Finistère.

Dans les différentes instances professionnelles existantes, les chambres d'agriculture jouent un rôle déterminant pour les professions liées au monde agricole en passant notamment sur les orientations à court et moyen terme des productions animales et végétales, leur volume et dans une certaine mesure sur leurs prix.

Il est peut-être bon de rappeler dans ce journal leur mode de fonctionnement.

La chambre est composée de plusieurs collèges.

Le plus important est celui des exploitants.

Viennent ensuite celui des salariés, celui des anciens, ceux des coop, cuma, Crédit Agricole, M.S.A.

On vote aussi le même jour pour les élections des assesseurs des tribunaux paritaires des baux ruraux.

Ceux-ci statuent sur tous les litiges opposant un fermier à son bailleur (prix de fermage, reprise par le propriétaire, sortie de ferme...).

Les chambres disposent d'un budget important, 6 milliards de centimes pour le Finistère, 170 salariés, techniciens et ingénieurs administratifs.

C'est un organisme qui décide :

- Interlocuteur obligé des services publics (préfets... et élus).
- Ses avis sont écoutés et presque toujours repris dans les différentes commissions.

- Il est représentant de droit dans de nombreux organismes.
- Il conseille et il forme (installations, conseils techniques, suivis...).

- Il distribue aussi les subventions aux syndicats ou FDSEA et CDJA se taillent la part du lion.

Le vote se déroule sur un scrutin de liste à un tour au scrutin majoritaire.

Pour le Finistère, les scores étaient de :

- 52,4% pour la liste R. Quéméré, UDSEA, solidarité et force paysanne,
- 42,9% pour la liste G. Roué, FDSEA, CDJA.

Ce qui donne 17 élus pour Quéméré et 4 pour Roué pour le collège des exploitants.

Le pourcentage de votants a été de 62%, ce qui démontre une forte mobilisation de la profession.

En comparaison, les commerçants et

artisans ne se mobilisent que pour plus de 15% pour leurs chambres de commerce !

Dans le collège des salariés, on notera évidemment le grand déclin de la FGA CFDT, amenée par Fallopau (8 sièges sur 8) confortant une très forte implantation et tirant profit de conflits sociaux récents menés par leur syndicat (Doux, etc.).

Pour ces élections, deux logiques économiques étaient opposées et deux logiques également opposées.

La liste sortante amenée par G. Roué, productiviste et ultra libérale, avec derrière lui le lobby porcin et Gourvenec caution du Crédit Agricole.

La liste Quéméré UDSEA, prônant la maîtrise des productions, le refus du gigantisme et de l'industrialisation, la solidarité et le respect de l'environnement.

Cette liste partait d'un constat : en 6 ans, 14 291 agriculteurs et agricultrices en moins, et déclarait «par ses choix de politique agricole pour le département, la majorité de Roué accélère ce mouvement». Ce qui n'est pas contestable.

«Solidarité et force paysanne», dans une campagne sobre mais incisive, donnait au moins 4 raisons pour changer la majorité à la Chambre.

1. Le laisser-faire qui ne profite qu'à quelques-uns.
2. L'injustice dans la répartition des quotas laitiers, des droits à primes, des aides publiques porcins.
3. Le refus de s'opposer au développement anarchique des productions, aux agrandissements démesurés des élevages.
4. Le développement qui est orienté systématiquement dans l'intérêt des privilégiés, par une poignée de personnes que l'on retrouve partout... (lobby porcin).

La FDSEA/CDJA entamait cette campagne électorale dans un superbe dédain de l'adversaire (UDSEA, ça n'existe plus...) opposant «modernité, dynamisme, compétence et libre entreprise» à «l'immobilisme, l'agriculture dirigée, l'irréalisme économique...».

Pour G. Roué et son staff, un seul credo : l'ultra-libéralisme et la loi du marché. C'est le volume marchand qui prime. Le nombre de producteurs n'a pas d'importance.

Ce discours tenu par des orateurs chevronnés, rodés aux médias, assénant ces vérités très discutables avec un aplomb de PDG, indisposait bon nombre d'agriculteurs toutes productions confondues.

Les mémoires longues n'avaient pas non plus oublié l'éviction de G. Le Fur, ten-



René Quéméré au centre, entouré (de droite à gauche) de René Férec, Bernadette Grall, Marie-Thérèse Gélébart et Eugène Blouet

dance de gauche FDSEA, traditionnellement majoritaire jusqu'en 86 et la prise de pouvoir de la droite productiviste.

L'industrialisation des élevages pose aussi d'énormes problèmes, tant au niveau de la maîtrise technique que pour l'installation des jeunes.

Les deux derniers dossiers en cours d'enquête, à Kergloff et Briec, exigeant 600 ha de plan d'épandage par élevage, donnaient des arguments à Quéméré et à son équipe. Ils ne s'en prièrent pas.

Le préfet lui-même, pour une fois visité par le bon esprit, signa une circulaire ramenant les surfaces d'épandage à 200 ha par atelier avec des restrictions de distance de transport pour le lisier.

Le mépris des gros éleveurs porcins des règles élémentaires pour la protection de l'environnement et de l'eau, la fuite en avant, la mauvaise image de marque d'une agriculture industrialisée, indisposait de plus en plus, ou du moins interpellait une profession désorientée. D'où une mobilisation exceptionnelle pour ce vote et la ferme volonté de faire entendre un autre son de cloche. La liste Roué, campée sur ses positions, confortée par la réussite de quelques grands rassemblements organisés par leur

allié CDJA (Centre Départemental de Jeunes Agriculteurs) lors des concours de labours et la finale nationale organisée avec le concours de la marine sur l'aérodrome de Lannilis, n'a pas su prendre la température de la base, des moyens et petits exploitants, encore nombreux, ni se mettre à l'écoute des nouvelles données de l'agriculture dans le département, liées aux contraintes de l'environnement.

«Solidarité et force paysanne» occupa à merveille le terrain et proposait un programme sérieux, réaliste à tout point de vue.

Pour les observateurs suivant les réunions de terrain, il apparut bien vite que Quéméré avait autour de lui une équipe soudée, aux compétences professionnelles reconnues, sachant conduire une réunion avec conviction et dynamisme.

Les grands thèmes :

- un revenu décent pour chaque agriculteur. Pour cela : maîtriser la production pour éviter la surproduction faisant tomber les prix ;
- une répartition plus juste des aides publiques (80% des aides vont à 20% des exploitations) ;
- avoir accès au droit à produire (quotas laitiers et surface d'épandage) ;
- favoriser l'installation des jeunes, avec son volet social, humain et démographique.

Ainsi a-t-on entendu une jeune candidate de Poullaouen clôturer son intervention par cette phrase, ô combien significative de cette campagne : «Apprenons à compter nos voisins avant de compter nos hectares» ;

- favoriser la transmission des exploitations (problèmes du partage entre frères et sœurs) ;
- la place de la femme, point très important de la campagne, les banques conseillant ou imposant aux jeunes un «revenu de sécurité» hors exploitation ;
- relever le défi de l'environnement, incontournable aujourd'hui ;
- lutter contre l'exclusion par la prévention et aussi veiller à ce que les cas difficiles ne deviennent des domestiques à façon pour les gros.

Ces thèmes expliqués par des hommes et des femmes, à partir d'exemples vécus et d'expériences personnelles, déclenchèrent des élan de sympathie dans les réunions publiques.

Véritablement on sentait qu'il y avait bien deux races de paysans dans le département, et aussi dans toute la Bretagne.

Jusqu'au débat sur R.B.I. entre Roué et Quéméré qui ne tourna pas, comme on s'y attendait, à l'avantage du médiatique président sortant.

Les résultats étant tombés, quels enseignements tirer de ces élections et quels changements à attendre ?

1. Tout d'abord une formidable leçon à tous les défaitistes prétendant que voter ne sert à rien, que les jeux sont faits à l'avance, que les modestes ne prennent jamais la place des puissants.

2. Les bonnes idées n'avancent et ne triomphent que portées par des hommes et des femmes aux compétences reconnues, aptes à faire passer leur message et à donner l'exemple, surtout dans une profession où il est impossible de tricher.

3. Enfin, il est réconfortant de constater que les vagues du libéralisme droitier incarnées ici par Roué et consorts, et à Paris par Baladur, n'ont pas laminé en profondeur la conscience sociale de gauche, démocratique, ouverte, généreuse, combative et créative, telle qu'on aimerait la voir ressurgir partout en Bretagne.

C'est aussi un bel exemple pour tous les militants de la gauche nationale bretonne, et un encouragement à persévérer dans la voie tracée.

Sur le plan plus pratique de notre vie quotidienne, les changements d'orientation proposés auront des répercussions certaines, en grande partie insoupçonnées.

L'application de la directive des 200 ha de superficie d'épandage par atelier dans le Finistère, va mettre un frein au gigantisme, laissera de la place pour les jeunes et amènera inévitablement les autres départements à s'aligner sur ces directives.

De même qu'un accroissement substantiel de la réserve départementale permettra de maintenir des jeunes de s'installer en lat.

Enfin, le Finistère étant le «phare» pour les autres départements, il y a tout lieu de penser que c'est toute la Bretagne agricole qui va poursuivre sa réflexion sur la protection de l'eau, de l'environnement, sur les méfaits de l'agri-business, sur la démographie de nos campagnes et par voie de conséquence, sur tout le tissu social et culturel de nos bourgs et villages.

Y.P.

N.B. : Ramporter les élections ne suffisait pas à faire de René Quéméré le nouveau président de la Chambre d'Agriculture du Finistère. Encore fallait-il gagner le soutien d'élus d'autres collèges de cette assemblée. Depuis, c'est chose faite avec l'appui notamment de la F.G.A.-C.F.D.T. et Guillaume Roué a dû céder sa place à René Quéméré.

Yann DINASKET
Kan an Drask 1992

Pa vellec'h an teknokrat.
Roin botez dezbo da vont maez.

Ar sec'hor ruz bag an dour beuz
A lak an dud da gaout keuz.

A lak an dud da gaout keuz
Da vez' dic'baset garzh ba kleuz.

Da vezañ freuzet garzh ba kleuz
A vire 'n'omp diouzh an dour beuz.

Vire kerioù diouzh an dour beuz
Hag e zalc'be an dour er puñs.

Hag a zalc'be an dour er puñs
D'an amzer-se nimp o deus keuz.

Da gaout keuz eo re zuevhai
An drouk zo graet ba graet da vat.

An drouk zo graet ba graet da vat
Gant skiant an teknokrat.

An teknokrat zo war e leve
Ha va eien zo aet da besk.

Ha va finis din zo aet da besk
Ha va liorz zo gant sec'hed.

Ha va liorz zo gant sec'hed
An teknokrat n'eo ket nec'het.

Me a lavar deoc'h tudio kaezh
Pa teu an teknokrat wa'r maez.

Pa vellec'h an teknokrat.
Roin botez dezbo da vont maez.

Labour-c'h

Ar sec'hor ruz bag an dour beuz
A lak an dud da gaout keuz.

A lak an dud da gaout keuz
Da vez' dic'baset garzh ba kleuz.

Da vezañ freuzet garzh ba kleuz
A vire 'n'omp diouzh an dour beuz.

Vire kerioù diouzh an dour beuz
Hag e zalc'be an dour er puñs.

Hag a zalc'be an dour er puñs
D'an amzer-se nimp o deus keuz.

Da gaout keuz eo re zuevhai
An drouk zo graet ba graet da vat.

An drouk zo graet ba graet da vat
Gant skiant an teknokrat.

An teknokrat zo war e leve
Ha va eien zo aet da besk.

Ha va finis din zo aet da besk
Ha va liorz zo gant sec'hed.

Ha va liorz zo gant sec'hed
An teknokrat n'eo ket nec'het.

Me a lavar deoc'h tudio kaezh
Pa teu an teknokrat wa'r maez.

Pa vellec'h an teknokrat.
Roin botez dezbo da vont maez.

Yann DINASKET
Kan an Drask 1992

Ar sec'hor ruz bag an dour beuz
A lak an dud da gaout keuz.

A lak an dud da gaout keuz
Da vez' dic'baset garzh ba kleuz.

Da vezañ freuzet garzh ba kleuz
A vire 'n'omp diouzh an dour beuz.

Vire kerioù diouzh an dour beuz
Hag e zalc'be an dour er puñs.

Hag a zalc'be an dour er puñs
D'an amzer-se nimp o deus keuz.

Da gaout keuz eo re zuevhai
An drouk zo graet ba graet da vat.

An drouk zo graet ba graet da vat
Gant skiant an teknokrat.

An teknokrat zo war e leve
Ha va eien zo aet da besk.

Ha va finis din zo aet da besk
Ha va liorz zo gant sec'hed.

Ha va liorz zo gant sec'hed
An teknokrat n'eo ket nec'het.

Me a lavar deoc'h tudio kaezh
Pa teu an teknokrat wa'r maez.

Pa vellec'h an teknokrat.
Roin botez dezbo da vont maez.

Yann DINASKET
Kan an Drask 1992

Ar sec'hor ruz bag an dour beuz
A lak an dud da gaout keuz.

A lak an dud da gaout keuz
Da vez' dic'baset garzh ba kleuz.

Manifestadeg Stourm ar Brezhoneg. E Gwened 4 a viz c'hwevrer 1995.

Prezegenn Herve Kerrain,
Prezidant Stourm Ar Brezhoneg

Mignoned ha kenstourmerion !
Ur yezh na ya ket war-raok a ya war-gil hag a varv.
Emaomp amañ hiziv e Gwened evit bountañ gant hon holl nerzh war mogeriou-bac'h hon yezh. Rak ezhomm hon eus bevañ.

Ar pezh a c'houlenn Stourm Ar Brezhoneg n'eo nemet an tamm ic'hou a lezo deomp frankiz a-walc'h da vevañ.
Sinadur Kartia Europa ar Yezhoù bihan, gant ar Stad C'hall ne ray nemet anavezout ar brezhoneg evel yezh. Ne vo ket kalz tra, met betek-hen n'eus ket eus hor yezh evit ar re hon gouarn.

Enepvoneizhel e vefe ar C'harta-se, hervez an Aotrou Balladur. Neuze eo bonreizh Bro-C'hall an hini zo a-enep da vireoù ar Vretoned.

Ar Brezhoneg da yezh ofisiel e Breizh a vo ar c'hammed a roy tro da startañ stadiou hor yezh. Ne vo nemet ur framenn lezenn, hogen muriou ret evit difenn ar brezhoneg ouzh taolioù ar marv.

Ur skinwel e brezhoneg a vo ur c'hammed bras evit reiñ plas d'ar brezhoneg er bed a vremañ, evit reiñ tro d'ar Vretoned da gaout dudi, deskadurezh, stenn dre o yezh. Ne ziogelo ket an dazont evit ar brezhoneg, hogen ar bazenn ret eo, unan hag a roy fiziñs er stourm, hag a grouo labour, hag a grouo buhez.

Da Stourm Ar Brezhoneg eo mont war-raok evit gouñt an traoù-se, evit kas hon yezh war hent ar vuhez. Da Stourm Ar Brezhoneg ha d'an holl Vretoned a oar n'eus ket a c'hounit, n'eus ket a zazont hep ar stourm.

Bozann hiziv o vanifestiñ e Gwened evit ar ganol skinwel e brezhoneg, evit ur stadiou a yezh ofisiel d'ar brezhoneg, n'eo ket kalz tra, gwir eo.

Met ma ne vije ket eus Stourm Ar Brezhoneg, ma ne vije ket ac'hanomp-holl o tiskouezh hor youl e straedoù Gwened e vije hor yezh war hent ar marv.

Kendalc'homp gant ar stourm eta evit hon bro, evit hon yezh, evit hon yezh vroadel.

Bevet Breizh !
Bevet Stourm Ar Brezhoneg !



Foto Lena Louarn

Près de 400 personnes selon les organisateurs (entre 130 et 170 selon la police) ont manifesté à Vannes (Morbihan) le samedi 4 février 1995 après-midi, pour réclamer la création d'une chaîne de télévision en langue bretonne, et protester contre l'horaire consacré au breton par France 3 Rennes (1 h 15 par semaine, 57 h par an en 1993 selon le C.S.A., compte-tenu des nombreuses suppressions notamment pendant les mois d'été). D'autres associations, et en particulier les parents d'élèves de l'association Diwan (écoles en langue bretonne), des écoles publiques bilingues et des écoles privées bilingues avaient apporté leur soutien à la manifestation qui a sillonné le centre-ville de Vannes sans le moindre incident. Avant la dispersion, le président de Stourm Ar Brezhoneg, M. Hervé Kerrain, s'est adressé aux manifestants. L'association a également rendu publique une liste de personnalités qui ont apporté leur appui à la création d'une chaîne de télévision en breton.



Foto Lena Louarn

La répression pour cacher la peur du débat ?

Vendredi 10 février : alors que M. Edouard Balladur, Premier Ministre de la République Française et candidat aux élections présidentielles, vient à nouveau en Bretagne, M. Hervé Kerrain, président de notre association, se rend à une convocation de la Gendarmerie Nationale Française de Sizhun (Finistère), chef-lieu du canton où il réside. Il y est interrogé au sujet du barbouillage de panneaux routiers ayant eu lieu dans le Trégor en août 1994 et en janvier 1995, ces actions ayant été revendiquées par les comités locaux de Stourm Ar Brezhoneg.

Quand il est question de langue bretonne, l'Etat Français ne connaît pour tout dialogue, que les tentatives d'intimidation et la répression. En effet, à l'occasion de la venue du Premier Ministre de la République Fran-

çaise en Bretagne le vendredi 10 février, comme en juillet de l'année dernière, nous avons demandé aux services du Premier Ministre une entrevue au sujet du traitement particulièrement lamentable que subit notre langue sur France 3 (1 h 15 par semaine, à comparer aux 35 heures en gallois outre-Manche et aux 100 h en basque de l'autre côté des Pyrénées...).

Si des Bretons doivent encore barbouiller des panneaux directionnels routiers, si d'autres refusent de payer la redevance télé, c'est parce que notre langue est mise hors-la-loi par l'Etat français. Ce n'est pas la répression qui nous empêchera d'atteindre notre objectif : Le breton, langue officielle en Bretagne.

Stourm Ar Brezhoneg,

Kemperle :

L'ECOLE EN BRETON, UN SERVICE PUBLIC

Le samedi 21 s'est tenu à Kemperle, une journée d'information sur le thème : l'école en breton. Cette journée d'information débuta par un colloque organisé à la salle du cinéma EDEN. Le colloque s'est articulé sur deux aspects du bilinguisme : l'un sur la reconnaissance des langues minoritaires et l'autre sur l'importance

pédagogique du bilinguisme dès la maternelle. Le premier intervenant fut Henri Giordan, directeur de recherche au CNRS et auteur d'un rapport sur les langues minoritaires. Son discours s'attachait essentiellement à l'aspect politique du multilinguisme ; dénonçant une politique monolingue exercée par l'état-nation, et



Henri Giordan (CNRS) e kichen Andreu Lavanant (Diwan) - Foto Bremañ

Redevance télé et langue bretonne : menaces de saisies.

Deux personnes qui boycottent la redevance télé pour protester contre la place dérisoire faite à la langue bretonne sur France 3 (1 h 15 par semaine contre, par exemple, 35 h en gallois et 100 h en basque) sont menacées de saisie.

Ainsi, un Lorientais vient de recevoir un commandement de payer, expédié par le Centre de Recouvrement de la Redevance Télévision de Rennes.

Dans le Finistère, la procédure est plus avancée : c'est M. Hervé Kerrain, président de Stourm Ar Brezhoneg, qui vient de recevoir la visite d'un Huissier du Trésor. Cet huissier lui a d'ailleurs affirmé qu'à titre personnel il admet le bien-fondé du boycott.

Ainsi, M. Edouard Balladur, Premier Ministre de la République Française et candidat aux élections présidentielles déclarait samedi soir être partisan du dialogue, nous devons faire remarquer que ses services n'ont pas donné suite aux demandes qui leur avaient été adressées par notre association lors de ses venues en Bretagne, en juillet 1994 à Brest et le vendredi 10 février à Nantes et Châteaulin, et ce alors que nous soumissions justement l'entretien de la langue bretonne et de la télévision.

Le boycott de la redevance télé se justifie donc, à la fois pour dénoncer le prétendu «service public» de France 3 et pour populariser l'idée de la création d'une chaîne de télévision émettant en langue bretonne pour les cinq départements de Bretagne.

Pour Stourm Ar Brezhoneg, le secrétaire, Kléad An Duigoù.

affirmant qu'aujourd'hui il y avait trois nécessités : la connaissance des langues minoritaires, l'utilisation de l'instrument pédagogique pour promouvoir le développement de ces langues, enfin l'utilisation de la communication (information de réels problèmes). Puis vint Madame Vermès-Cordonnier, maître de conférence à Paris VIII, qui démontra que malgré le «génocidio-linguistique auxquels s'attachèrent les hussards de la III^e République, la politique étatique monolingue n'éradiqua pas les langues minoritaires». En revanche, depuis la libération, le bilinguisme se traduit par la disparition de la tradition familiale. En outre, selon Madame V-C, la pédagogie bilingue est efficace et positive si la scolarisation de l'enfant commence dès la maternelle. Ainsi, celui-ci ne connaît pas de problème de semi-linguisme (mélange des langues). Et de conclure sur l'exemple parfait des écoles Diwan, qui aident socialement l'enfant à valoriser son environnement linguistique. Les festivités qui suivirent furent malheureusement interrompues vers 22 h en raison de pluies et d'inondations abondantes.

Lus Chauveau

Extrême-droite ou extrême-centre : résistance ou démission ?

Les fachos, les nazis, le FN et les crânes rasés, c'est bien sûr la droite extrême. La droite c'est par nature pour beaucoup de gens du mouvement breton, le mal, le parti des salauds, des gros richards. A contrario, la gauche c'est la justice, c'est le progrès social, c'est les gentils quoi ! Encore qu'il y ait un gros bâton à la clé et un couac dans la bombarde depuis qu'on a vu la gauche faire une politique de droite et la droite, à certains moments pourtant mal vécus, faire, disons, une politique sociale ! Reste pourtant un grand absent dans cette belle vision manichéenne du monde, laquelle fait toujours recette dans les milieux cathos de gauche. Oui ! Il y a un grand discret inclassable, dont les contours apparaissent progressivement comme une photo dans un bain de révélateur et qui, en sachant se rendre indispensable, autorise tous les jolis coups fourrés du milieu politique à le secret : le Centre. Les citoyens veulent être gouvernés au centre ! Ben oui ! D'ailleurs y a même plus besoin de se déplacer pour aller voter puisque les sondages après nous avoir imposé Delors, nous amènent Balladur et maintenant qu'on en trouvera bien au moins un autre pour remplir les pages des quotidiens ou impressionner d'une image récurrente les rélines cathodiques du public d'ici mai prochain ! Vivent le conditionnement de masse et le subliminal ! Y'en a même, dans les sphères professionnelles et philosophiques de l'Emisay, qui traquent dans les votes du passé l'émergence miraculeuse d'un centre, progressiste et modéré, qui devient le but même de l'Histoire et la mission évangélistique du parti d'avant garde. Il est alors impératif de s'y conformer. Tout le reste n'est que de l'utopie, voire une atteinte à la Démocratie, plus une déviance de la « fraternité » ! C'est, fort de ce nouvel illuminisme, que nos penseurs « provinciaux » nous annonçaient déjà Delors à 70% en Bretagne ! Bref ! Après être passée par l'aubette du socialisme, la solution au problème breton aborderait-elle son terminus à la gare du Centre ? Il est remarquable d'ailleurs de constater dans la quête de ce centre mystique l'absence de référence explicite à la démocratie chrétienne, surtout de la part de militants chrétiens de gauche ! Au-delà d'une certaine difficulté à se définir, ce non-dit procède d'une tactique que des mécréants auraient tendance à cataloguer de faux-culs ! Toutes ces manœuvres n'ont seulement pour but que de masquer une adhésion totale à l'idéologie dominante secrétée par les hautes sphères du pouvoir ? Il convient de replacer ces péripéties dans le contexte plus général qui vit, après la

deuxième guerre mondiale, les courants de pensée sous tendus par l'effacement de l'Église se amorcer un relookage idéologique pour faire oublier que cette vénérable institution avait soutenu sans vergogne les régimes autoritaires, fascistes en Italie, nazi en Allemagne, franquiste en Espagne et pétainiste en France. La démocratie chrétienne, ayant pris conscience qu'elle était avec la social-démocratie le courant majoritaire en Europe, a fort opportunément saisi la volonté de paix des peuples pour la canaliser dans la construction de l'Europe. Sa volonté de phagocytier la social-démocratie pour constituer un courant totalitaire en Europe a produit, en France notamment, la fameuse tactique d'Union de la Gauche, laquelle est plutôt en panne après 14 ans de mitterrandisme. D'où agite tous ces milieux et qui impacte certain parti du mouvement breton toujours perdu dans ses fantasmes avant-gardistes. Rejoindre le centre, c'est en bonne logique, faire la moitié du chemin vers la droite, non ? A moins qu'on ne trouve une autre explication en faisant appel à la théorie de l'extrême centre avancée par le sociologue S.M. Lipset, pour qui chacune des grandes forces sociales (bourgeoise, classe moyenne, prolétariat) se divise en deux tendances antagonistes, l'une extrême, l'autre modérée. Selon Lipset, le fascisme ne serait pas autre chose que l'aile extrémiste du courant centriste la dictature militaire classique et le stalinisme correspondant aux deux autres forces. On voit par là que le centre constitue alors le point de rencontre obligé de certains regroupements !

Et c'est là précisément ce que retrouve la « deuxième gauche » rocardienne et delorienne, une part notable des écoles, c'est-à-dire la petite bourgeoisie urbaine formée au cours des années soixante-dix.

« Ce que veulent la bourgeoisie et les multinationales, c'est un exécutif très fort, un leader très fort, un Führer. Elles ne veulent ni du marxisme ni du fascisme mussolinien, ce qu'elles aimeraient, c'est un fascisme à visage très amical (...). Elles veulent s'affranchir du vieux système de démocratie parlementaire (...). Si on les laisse faire, il ne restera plus que des technocrates ou même un ordonnateur assis sur son trône et dirigeant le pays » (Murray Bookchin fondateur de l'écologie sociale aux Etats Unis).

Car, que recherchent donc les classes dominantes sinon une stabilité de leur nouvel ordre européen et mondial afin de sauvegarder leurs intérêts dorés ? Il faut occuper l'esprit du citoyen dans la politique spectacle et le faire adhérer à une image, pour subj-

tuer le qualitatif au quantitatif surtout quand ce dernier avoisine le zéro. C'est dans ce cadre qu'il convient de restituer la ployable anecdote d'un maire de Bretagne devenu auteur de polars et défrayant la chronique locale pour faire oublier sa nullité de premier édile ! Dans la capitale de Cornouaille, ce phénomène s'incarne, en effet, dans un pitre mu par le désir effréné d'obtenir un maroquin dans un gouvernement introuvable ! Ailleurs, d'autres se découvrent subitement une vocation de défenseur des exclus après avoir contribué à les conduire dans cette situation ! Ainsi s'avive à droite la concurrence, dans la course à l'Élysée, entre un courant populiste et le style immitable du seigneur arondissement de Paris, avec en toile de fond la remise en ordre de tout le champ social ! D'où la mise en œuvre de ce qu'André Glucksmann décrivait en 1972 dans *Les Temps modernes* comme le « nouveau fascisme » :

« Le « nouveau fascisme » s'appuie, comme jamais auparavant, sur la mobilisation guerrière de l'appareil d'Etat. Il recrute moins les exclus du système impérialiste que les couches autoritaires et parasites produites par le système... La particularité du « nouveau fascisme » c'est qu'il ne peut plus organiser directement une fraction des masses... Désormais, c'est la fascination elle-même qui est l'œuvre de l'appareil d'Etat. Police, justice, monopole de l'information, bureaucraties autoritaires qui assurent jadis les arrières de la « révolution fasciste » doivent se battre en avant-poste ».

Affaires politico-financières, tournis médiatique permanent, prises d'otages dans une materielle ou détournement d'avions à un an d'intervalle, opérations de police et traque de réfugiés basques chez les militants bretons constituent le cocktail favori d'un grand spécialiste, célèbre pour une insulte générale à l'égard du peuple breton et une déclaration sans ambiguïté : « la Démocratie s'arrête où commence la raison d'Etat ».

La fascination qui saisit certains « ghostbusters » du centisme historique breton peut prêter à sourire, elle traduit un constant conformisme de pensée, à l'opposé des audaces qui ont conduit le mouvement breton à lancer les bases d'une pensée neuve et originale. Indépendance de jugement et de comportement, autonomie de réflexion restent les seules voies à explorer pour combattre les éternelles métamorphoses de l'idéologie dominante dont le but est clair : notre domestication. Alors, comme toujours, le choix est impide : résistance ou soumission ?

Par Yvi KERLOCH

MENHIRS DE CARNAC Au tribunal pour... recel de boulons !

Dans nos numéros 106 et 107, nous avons exposé la situation actuelle à Carnac concernant la « protection » des menhirs, ainsi que l'organisation de la résistance face aux actions insidieuses de l'état français, résistants organisés notamment autour de l'association « Menhirs Libres ».

Depuis le belvédère a été démolit, enfin !... par une entreprise d'Angers, alors qu'une entreprise carnacoise s'était portée candidate pour 10 fois moins cher. « Menhirs Libres » avait proposé ses services gratuits... Refusé.

Alors maintenant ? Des cabanes en alégo seraient prévues, en attendant la construction d'un bâtiment définitif.

Par ailleurs, depuis les époux Mary, habitant une ferme parmi les alignements, à la Petite Métaire, menacés d'expropriation, et membres de « Menhirs Libres » subissent toujours les tentatives d'intimidation des pouvoirs publics. A tel point que le 6 février dernier, ils ont comparu au tribunal correctionnel de Lorient pour... **recel de boulons...**

Nous publions ci-après un communiqué émis par l'association « Menhirs Libres » après le procès :

« Le 6 février 1995, Madame et Monsieur Mary, habitant à la Petite Métaire à Carnac, ont comparu devant le tribunal correctionnel de Lorient suite à une plainte déposée par le Ministère de la Culture.

Guy Mary est accusé de recel de boulons, suite au démontage d'un grillage (sur une dizaine de mètres), un dimanche après-midi à l'appel de notre association. Il barrait un chemin et empêchait la circulation des piétons autour des menhirs. Il n'y a eu aucun vol puisque le matériel démonté a immédiatement été apporté au belvédère. Le défenseur de M. Mary, Maître Leroux, de Lorient, n'a eu aucune difficulté à démontrer le caractère dérisoire de cette poursuite.

Deuxième accusation : les époux Mary auraient entravé des travaux publics sur le site des alignements en plaçant leurs tracteurs de manière à empêcher la pose de grillages qui devaient passer à 1,50 m de leur maison. Ils estiment que c'est un abus de pouvoir car ils bénéficient de droit de passage et de garage acquis au



Le tribunal délibèrera le 6 mars prochain.

Plusieurs membres de notre association étaient présents à ce procès. Nous avons relevé que le dossier et les arguments présentés par l'avocat du ministère étaient bien faibles. Nous nous demandons si le tribunal n'aurait pas autre chose de plus important à traiter, quand on sait le nombre d'affaires de corruption qui apparaissent presque chaque jour.

Il ne faut pas s'y tromper ; derrière cette plainte, il y a une volonté de l'administration d'intimider et de réprimer.

Depuis le début de cette affaire, le ministère met en place un projet, dans le plus grand secret, sans consulter sérieusement les habitants de Carnac, ses conseillers municipaux et les habitants proches des alignements menacés d'être expropriés, chassés de leur maison, de leurs terres.

Notre souhait est que le tribunal rejette la plainte du ministère tant le dossier est inconsistant. Il n'est pas possible que des droits concédés par l'Etat soient annulés sur décision d'un fonctionnaire, fut-il conservateur à Carnac.

L'association « Menhirs Libres » réaffirme son soutien à la famille Mary et à tous ceux qui sont menacés par un projet tenu soigneusement caché. Nous sommes pour la protection des alignements, mais pas n'importe comment, avec de la concertation et du bon sens.

« Menhirs Libres ».

A noter : L'assemblée générale de l'association aura lieu à Carnac le 24 mars. Elle est ouverte à tous. Venez nombreux !

Histoire d'être défini.

Tout Carnac tremble à l'idée que Daniel Lefèvre sera l'architecte du pôle d'accueil définitif. Ayant déjà imaginé le belvédère, l'accueil de Locmariaquer, on se demande quel nouvel abri anti-atomique nous présentera-t-il ?

Quand on pense que même la couleur du belvédère suscitait des débats (était-il vert olive ou noir ?). Partisan du vert olive, D. Lefèvre concluait à l'époque : « Si c'est la couleur qui génère une révolution, on peut la changer » ! Mais ce n'est pas la couleur qui a changé, c'est le belvédère qui s'est envolé !

On nous parle de cabanes en algéco sur le parking à proximité pour le remplacer, au prix modique de 1 000 F par jour pour la location. Alors que les Monuments Historiques ont acquis le terrain prévu pour l'accueil définitif depuis trois ans ! Eh oui, les 2 ha 40 de l'ancien zoo ont été achetés en décembre 91. Cet accueil aurait donc pu être mis en œuvre il y a trois ans...

Faites votre calcul : en additonnant le coût du belvédère, des algéco, le bâtiment définitif est largement financé.

Et pour ce qui est des algéco, pendant des centaines et des centaines d'années il n'y avait rien. Les menhirs peuvent donc s'en passer encore pendant quelques mois...

Christian BONNET
Sénateur du Morbihan
Ancien Ministre

Paris, le 28 mai 1991

Madame Béatrice BELYNYK
Sous-Directeur,
CAISSE NATIONALE DES MONUMENTS
HISTORIQUES
Hôtel Béthune-Sully
62, rue St Antoine
75004 PARIS

Madame le Directeur,

Monsieur le Sous-Préfet de Lorient a bien voulu m'indiquer qu'il entrait dans vos intentions de venir lundi prochain à Carnac, et d'y tenir une réunion d'information avant de rencontrer la presse.

Je me fais un devoir de vous mettre formellement en garde contre le risque que représenterait une rencontre avec la population de Carnac qui, si difficile qu'elle soit à faire sortir de chez elle, se déplacerait sans nul doute en bataillons serrés pour vous dire ce qu'elle a sur le cœur.

Pour reprendre la réponse faite à Louis XVI en 1789 : l'édification du hideux Belvédère de Kermano ne génère pas une révolte, mais une véritable révolution !

Ma conviction intime est que, lorsque vous viendrez sur place, votre appréciation rejoindra celle des « villageois »... et des premiers touristes de la saison d'été... des Britanniques, qui ont inscrit, dans la nuit de dimanche à lundi, les mots : « Please... No ! », ce qui est une manière courtoise autant que brève d'exprimer leur sentiment.

Que vous vous rendiez à Carnac lundi et que vous rencontriez la presse, voilà qui me paraît ne peut plus naturel... Que vous ayez un contact avec la population ne paraît pas seulement contre-indiqué, mais impensable car il y a toujours dans ces sortes de manifestation des participants qui ne craignent pas les excès, et je m'en voudrais que l'image de Carnac soit associée pour vous à des grossièretés, à des horions, à des injures, que vous méritiez moins que tout autre.

Je me tiens bien entendu à votre entière disposition pour évoquer avec vous, par téléphone ou autrement, cette malheureuse affaire qui, avec l'arrivée des résidents secondaires, risque de prendre des proportions que l'on n'imagine pas.

Cela étant, révolté par la construction en cours, je n'en suis que plus à l'aise pour vous dire que j'approuve à 100% le principe de la préservation de tout surplément humain, équin ou automobile des alignements. ...

Ce qui se passe à Carnac fait partie de la politique menée par les Français en Bretagne, à savoir l'occupation du terrain territoire via des activités lucratives réalisées au détriment de la population. Directement ou indirectement, l'Etat français s'acharne à écraser l'expression du Peuple Breton.

Entre le Maire de Carnac qui conjure le représentant de l'Etat à ne pas se déplacer pour éviter les Carnacais (cf lettre ci-contre) et le ministère de la culture qui porte plainte pour l'exemple (cf résumé du procès des époux Mary), nous savons qu'il n'y a qu'une seule solution : la résistance.



L'EXEMPLE DE L'ONTARIO.

L'incinération incompatible avec le recyclage.

Les dangers environnementaux et les coûts exorbitants mis à part, l'incinération va à l'encontre d'une stratégie de gestion des déchets intelligente, fondée sur la réduction, la réutilisation et le recyclage.

Certains « déchets », notamment le papier, les matières plastiques et les ordures de cuisine, sont souvent des ressources réutilisables. On a calculé que plus de 80% des déchets urbains peuvent être récupérés et recyclés (nouveaux produits, compost, etc.). En matière de gestion des déchets, le gouvernement de l'Ontario est résolu à se lancer dans la voie de la conservation.

L'Ontario fait des progrès dans la voie de la réduction, de la réutilisation et du recyclage. Les fabricants ont déjà amorcé le virage écologique en mettant au point des produits plus simples et plus durables et en réduisant la quantité d'emballage. Les consommateurs optent plus que jamais pour des produits recyclés, recyclables et non suremballés. L'Ontario est d'ailleurs au premier plan en Amérique du Nord, aux chapitres du recyclage et du compostage à domicile.

Les activités de réduction, de réutilisation et de recyclage profitent à l'économie de la province en offrant de nouveaux débouchés à l'exportation des techniques de conservation des ressources.

Parce qu'elle détruit des matériaux éminemment recyclables, l'incinération pourrait gêner nos efforts de conservation. Il est clair par ailleurs, que les nouveaux

incinérateurs minieraient le développement de l'industrie du recyclage, une industrie pleine d'avenir.

« Les installations ultramodernes qui utilisent l'énergie produite par l'incinération des déchets ne s'attaquent pas au bon problème. L'enjeu ne consiste pas à trouver un nouveau mode d'élimination des déchets, mais plutôt à repenser toute notre optique des déchets. Nous devons mettre notre énergie à récupérer les déchets, au lieu de dépenser des milliards pour les détruire de façon de plus en plus sophistiquée » (1).

L'incinération et le recyclage se trouvent souvent en concurrence pour les mêmes matériaux. Des produits très prisés par l'industrie du recyclage, notamment le papier, le carton et les matières plastiques sont aussi fort appréciés des exploitants d'incinérateurs pour leur propriété calorifique. L'industrie du recyclage est essentielle à la société de conservation que le gouvernement veut créer en Ontario et ne doit pas être mise en péril.

En interdisant l'exploitation de nouveaux incinérateurs, le gouvernement veut garantir un apport continu de matières premières aux installations de recyclage de la province. Cette mesure permettra aussi de protéger les stocks futurs. Certains plans de recyclage resteront impraticables sur le plan commercial pendant encore bien des années.

Incinérés, les déchets sont perdus à tout jamais. L'incinération et les activités

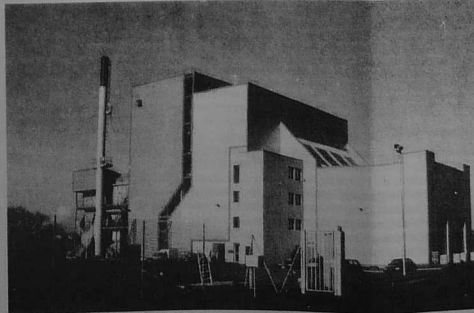
d'application (réduction, réutilisation et recyclage) se disputent les mêmes fonds publics et privés. Or, l'incinération appartient au passé. Est-il alors judicieux d'investir dans une méthode de gestion des déchets appelée à disparaître ? Par la réduction et le recyclage, l'Ontario se donne la possibilité de devenir un chef de file mondial en ce qui a trait à la création et à l'exportation de technologies de réduction des déchets.

L'incinération, de même que l'anfouissement, ne sont pas des solutions pratiques. En interdisant l'exploitation de nouveaux incinérateurs, l'Ontario manifeste clairement sa détermination d'appliquer les 3 « R », en misant surtout sur la réduction. Les secteurs public et privé doivent unir leurs efforts pour bâtir une solide infrastructure de recyclage, garantir un stock continu de matériaux recyclables et soutenir le marché dynamique des produits recyclés et récupérés.

C'est mai utiliser les ressources que d'incinérer des matières plastiques, du papier, des matières organiques et autres « déchets » recyclables. A court terme à long terme la gestion des déchets urbains grâce aux 3 « R » comporte moins de risques et offre bien des avantages environnementaux.

Bevan Tost d'ar Mane-Bre

(1) Dr Paul Connet, professeur agrégé, faculté de chimie, St-Lawrence University, New-Jersey.



L'usine d'incinération du Sirocob de Carhaix récemment inaugurée.

DAZONT Unvaniezh Studieren Breizh.

Dans le cadre de la création d'une ambassade culturelle bretonne dans les Pays Baltes, la Fédération Dazont cherche un certain nombre de familles d'accueil bretonnes susceptibles de recevoir un ou deux étudiants Baltes (Estoniens ou Lituanais) pour une durée de 15 jours par an afin qu'ils puissent découvrir la culture bretonne.

Nous avons besoin de toutes les bonnes volontés, et cela de façon extrêmement urgente. Parlez-en autour de vous !

Merci de contacter au plus vite :
Bertrand Menciassi
21 rue Parmentier, 35700 Rennes.
Tél. (week-end) 40.47.59.28.

SOUTIEN AUX BASQUES : Nouvelles interpellations en Bretagne.

Depuis le 1er février, nos noms sont venus s'ajouter à la liste déjà trop longue des Bretons, des Basques... mais aussi des Français et des Espagnols qui payent les frais de la sale guerre entretenu par l'Etat espagnol au Pays Basque - avec la complicité active et constante des gouvernements français qui se sont succédés depuis plus de 10 ans.

Sans doute nos visages photographiés sous toutes les coutures figureront désormais parmi les quelques centaines d'autres visages - tumefiés pour certains - de l'impressionnante collection reliée de la police judiciaire... et intitulée «ETA Militaire».

Et de quoi aurons-nous encore l'indépendance de nous plaindre ?

Michel Herjean, comité de soutien, aux côtés de Jean-Do Robin et Sylvie Le Moal, arrêtés par la PJ, le 1er février et libérés le soir-même (Foto : Le Trégor)



Après tout, nous n'avons été ni bouculés, ni menacés, ni insultés verbalement comme d'autres lors de précédentes rafles en Bretagne.

Nous n'avons été ni torturés, ni assassinés ou «disparus» comme tant d'autres de part et d'autre des Pyrénées.

Nous n'avons pas été mis en détention provisoire pendant 1 ou 2 mois, ni même été cuisinés durant les très banales 36 heures de garde à vue prévues pour les malfaiteurs de notre acabit.

Nous n'avons qu'été enlevés au petit matin sous bonne escorte après une perquisition en règle, ou été interrogés séparément 10 fois sur la même chose pendant 8 heures et - mis au repos - 3 autres heures dans une cellule infecte, puis relâchés sans aucune poursuite et libres de rentrer chez nous à nos frais.

La découverte (7) de notre numéro de téléphone sur une réfugiée basque arrêtée il y a plusieurs mois nécessitait indiscutablement que nous soions appliqués ces mesures minimales de protection d'un ordre public qui n'a sans doute pas à redouter de plus graves menaces.

Nous pouvons même remercier la police de nous avoir ouvert les yeux car nous étions des terroristes et nous ignorions. Maintenant que nous sommes éclairés sur notre véritable personnalité, nous voudrions aider les nombreux malfaiteurs qui s'ignorent : repartez-vous dans la place : vous y verrez peut-être l'un des visages que les pages incomplètes de l'album «ETA Militaire» attendent sans exclusive aucune : mères de famille, personnes âgées, adolescents et infirmes compris.

Mais peut-être est-il déjà trop tard pour vous refaire le portrait et pour chasser de votre esprit les convictions que le bon sens (celui de la Justice) y a solidement enracinées.

Alors tant pis pour vous : vous serez condamnés, comme nous, à penser que lorsque le pouvoir assimile le démocrate au criminel, la Démocratie elle-même n'est plus à l'abri de la dictature.

Or, un peuple confronté à la dictature est placé en situation de légitime défense.

C'est le cas du Peuple Basque.

La rapport de mai 1993 d'Amnesty International ne permet pas d'en douter : pas moins que les aveux des policiers espagnols chargés d'organiser l'assassinat de réfugiés basques sur le territoire français : 27 morts et 24 blessés de 1953 à 1957 lors des attentats commis par les tueurs du GAL. Recrutés par le chef de la Légion Etrangère Française à Bayonne, ils bénéficiaient des renseignements détenus par la Préfecture des Pyrénées Atlantiques ou ces réfugiés étaient venus remplir les documents nécessaires à la régularisation de leur séjour.

En Espagne, un Juge digne de ce nom fait tomber les terroristes les uns après les autres - le chef de la Guardia Civil (en fuite...), le chef de la police au Pays Basque, l'ex-secrétaire du PS Espagnol en Biscaye (incarcéré), le Directeur de la Sécurité de l'Etat (incarcéré), l'ex-Ministre Socialiste de l'Intérieur (noyé)... Quant au chef du Gouvernement, Felipe Gonzalez, il se perd en justifications vaines tandis que la peseta poursuit une chute vertigineuse.

Quelques temps auparavant, un juge français bien connu en Bretagne déshonorait sa fonction en recevant une médaille des mains sanglantes des individus ci-dessus cités... pour services rendus à l'Espagne !

Le devoir de tous les démocrates et de la presse libre est aujourd'hui de désigner les vrais responsables de la violence au Pays Basque pour que cesse la logique de guerre dans laquelle s'est enfoncée le pouvoir espagnol : l'oppression militaire ne peut que provoquer la révolte, et les succès relatifs de Madrid contre ETA n'y changeront rien. ETA dont on nous rabat les oreilles n'est que la manifestation extrême de la résistance de tout un peuple qui revendique légitimement le droit à l'autodétermination et à la paix.

Personne ne fera oublier aux Basques leur accession à une République indépendante en 1938. Personne ne leur fera oublier son annexion par les franquistes appuyés par l'aviation nazie qui bombardèrent Gernika. La France par la libération de laquelle se battirent les bataillons basques du Commandant

Ordoki à une lourde dette envers ce peuple qu'elle abandonna lâchement en 1994.

Le Peuple Basque souhaite d'autant plus aujourd'hui la paix que l'Espagne est en train de transformer son agression en une sale guerre entre les Basques eux-mêmes, mettant en danger la cohésion et l'avenir de leur communauté.

L'Etat espagnol n'y gagnera pas plus que l'Angleterre qui adopta la même logique en Irlande et qui reconnaît aujourd'hui l'échec de la «solution militaire».

Les velléités démocratiques de l'Etat espagnol gagneraient en crédibilité s'il acceptait, pendant qu'il en est encore temps, d'amnistier les 600 prisonniers politiques et les 1 500 exilés basques et de se mettre enfin à la table de négociation avec ceux qui défendent le Pays Basque et ses libertés.

L'Etat français, enfin, sur le territoire duquel vit une partie du Peuple Basque serait bien inspiré de s'associer à ce processus de paix : il pourrait ainsi épargner aux Basques de nouvelles souffrances et s'épargner à lui-même de voir cette guerre déborder plus largement ses frontières, à un moment où il a assez à faire avec les conséquences de sa politique algérienne.

Jean-Dominique ROBIN
Sylvie ARMOAL

Jean-Yves Cozan en correctionnelle.

Premier vice-président du Conseil Général du Finistère et député UDF, Jean-Yves Cozan est convoqué devant le Tribunal de Grande Instance de Kemper pour abus de biens sociaux, faux et usage de faux le 16 mars. On lui reproche d'avoir utilisé les services d'une salariée rémunérée par la SAFI, société d'aménagement au service du Conseil Général, et affectée à des tâches étrangères à cette société, et des frais kilométriques fictifs. Le Procureur de la République estime le préjudice de la SAFI, du Conseil Général et du Parc d'Armorique à un montant supérieur à 930 000 F.



Krabanou ar Stad war tenzor al labourerien. (II)

Ar c'hempouezan.

Ar c'hempouezan a zo bet savet gant lezern 1974. Ar C'hel Meur a zo lakaet war e gont, e 1993, 88.726 miliard, 27 miliard evit kempouezan kelfou a nann-choprid.

- Fraezh e ouzer penaos e vez diazezet skodennou ar choprid, direzha awalc'h ar mod ma vez graet evit un nann-choprid.

- gouzout a ouzer e vez «lakaet a gostoz» 85 miliard gant un nann-choprid.

- gouzout a ouzer ivez e ya ar skodennou d'ober 85% eus bouedenn kelf ar choprid met 30% eus kelf al labourerien douar.

Ma vefe asanet d'ur c'hel hollek war an diazezzou se, piv a vefe tapet brav beinn ar fin ?

Ar C'hevrot astennet d'ar Holl (CSG)

Lot a fell dezho ren dezomp da grediñ e vefe ar CSG bevieg ar reizhdez kevredigezhel. Hogen ez eo ret mat gouzout penaos e vo paer war 100 L a CSG :

- 69,50 L gant ar choprid o labourer

- 7,50 L gant un nann-choprid

- 15,00 L gant un dud war o leue

- 1,50 L gant ar rak pansoniou hag an dud di labour

- 6,50 L kemeret diwar kelf al lodennou archant postel.

Sklær evel lagad an naerenn penaos e vez lakaet 86% eus ar CSG war chouk ar choprid o labourer, ar bansionioù, ar rak pansoniou, an dud di labour !

A drugeruz, ar rak CSG en dez a hizv ez eo bet lakaet war chouk ar choprid skodennou ar Famihl a vefe paer arak gant an embregerezhou.

Ar choprid a zo bet paer ganto 86% eus 29 miliard e 1991, eus 40 miliard a 1992, eus 58 miliard e 1993.

Ar bolitiker-mañ a vez renet da zegasañ koust al labour, izelzh eo koulskoude ar chouk anezhañ e Br-

Chall eget e Bro Helvetia, Bro Sued, Bro Alamagn hag ar baltoned ordinal. Lez ar C'hontou he deus merzet e 1993 un toullad 3,7 miliard a kmou evit ar bloavezh 1991.

Ar c'hargou ne zefe ket ket bezan anezho ha dieou ar stad.

Ar stad a oa he dieou en un mod kelf amavoch eget ar mod ma ra gant ar baltoned ordinal. Lez ar C'hontou he deus merzet e 1993 un toullad 3,7 miliard a kmou evit ar bloavezh 1991.

Ar RMI a vez meret gant Kelf ar Skodennou Famihl, ma ne goust ket netra d'ar Stad, e vank avat 7 miliard d'ar C'hel !

Ar c'hargou a vez dispignet e penn kerzh pep miz ne vez digollet nemet e fin pep trimizad ! Achanen un toullad a 2.960 miliard merzet gant Lez ar C'horchozou.

Abaoe 1987 e vez anket gant ar Stad un taso war ar butun (4 miliard) met rouez awalc'h e vez lakaet war gont ar Secu. Ar gouarnamant a chell e gize se postañ an tallehou lech m'o deus c'hoant ar ballantourien vefe lakaet, «fiscalisation» a reer eus an dra se.

Qu'zpenne e cheller Kontañ toulad an asurafou person (2.950 miliard), stummadur ar vedisned hag ur bern traoù all choazh. Neus den ebet en dez a hizv o tislavout e vefe eus ar c'hargou-se ha ne zefe ket bezan lakaet war chouk ar Secu.

Miruz ouz dezenn ar choprid a vefe ar bezh a zo a bein ar fin ul lodenn eus ar gopou, chelch natur ar skodenn a zeufe da vevañ un taso meret gant ar gannad, chom hep paerñ he dieou d'ar Secu, setu politikerezh ar stad a gisek abaoe pell lakaet he c'krabanou war tenzor al labourerien ! Reuz a vo sur awalc'h ar bloaz-mañ pe arak pe goude ma vo bet diennet ar Prizant nevez. Ha neus forzh piv a vefe an den meur-se rak ar biled votel en devez kemeret a bouez hag un blienn o nijal en ave !

Per Van KERLOCH

GREVE DE LA FAIM.

Jean-Marc Le Luyet arrêté

Jean-Marc Le Luyet habitant Kerborzh, avait commencé un grève de la faim le 16 janvier afin d'attirer l'attention sur sa situation personnelle et plus généralement sur le problème de l'exclusion sociale. En chômage depuis deux ans malgré de nombreuses démarches, Jean-Marc Le Luyet est menacé d'expulsion avec ses deux enfants et sa femme, ex-salariée licenciée d'Alcatel-Transmission.

Aussitôt le soutien s'est organisé pour que le geste du gréviste de la faim installé dans le porche de la cathédrale de Tréguier puis dans une caravane, ait le maximum d'échos. Pendant plus de quinze jours cet sont des dizaines de personnes qui se sont succédées pour assurer un soutien concret au gréviste. Plus de 1 000 personnes ont manifesté leur solidarité à travers des courriers, des visites, des envois de dons.

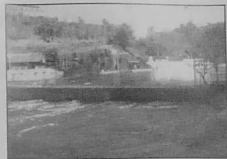
500 personnes ont répondu à l'appel du Comité de Soutien en participant à la journée de solidarité organisée à la salle des fêtes de Tréguier, le 29 janvier, avec le concours de Malaine Favennec, Gérard Delahaye, ar Vreudur Diwan et de nombreux musiciens et chanteurs.

Sur les conseils de son médecin, Jean-Marc Le Luyet décida d'arrêter sa grève de la faim le 2 février, après 18 jours de jeûne. Il n'a rien obtenu pour lui-même mais par son geste il a tiré le sonnet d'alarme sur la situation des exclus du travail et des victimes de la misère à nos portes. Sans parler de jugement sur le recours à la violence extrême que constitue la grève de la faim, le geste de Jean-Marc Le Luyet mérite le respect pour le courage et l'abnégation qu'il a manifestés au cours de cette épreuve (la totalité des chèques et des dons ont été partagés entre le Secours Populaire et le Secours Catholique). Il ne dépend que de nous que le geste de Jean-Marc ne soit pas inutile.

Y.G.



J.M. Le Luyet sous le porche de la Cathédrale de Tréguier (Foto Gireg Konan - Bremañ)



(suite de la page 3)

Mais les D.D.A. (Direction Départementale de l'Agriculture) réagissent en maîtres, appuyées par les préfets et les C.R.S. quand il le fallait.

Les technocrates aveugles façonnaient nos campagnes et palpaient les «rétributions accessoires», prime légale sur les travaux de démolition.

Les écoles d'agriculture étaient leurs alliées. Tout était ramené au rendement horaire, pour un plus grand profit et un meilleur statut social.

S'il est indiscutable qu'il fallait remembrer, rassembler les terres cultivables, compte tenu de l'évolution des cultures, de la mécanisation et de la disparition de milliers de petites fermes, il est aussi indiscutable que l'administration française en Bretagne, a commis des erreurs irréparables.

Il faut donc entamer le long chemin de la réhabilitation du bocage et dicter de nouvelles règles de culture. Il faut introduire cette notion dans les programmes de toutes les écoles d'agriculture. Ce sont les enfants des arroseurs qui devront s'y investir. Sinon, nous risquons d'aller inexorablement vers une coupure encore plus grande dans les relations ville-campagne. Tant il est vrai que ce sont les citadins qui subissent les effets des catastrophes.

Les architectes et urbanistes auront aussi leur rôle à jouer. De même que tous les non-débiles devront revoir l'aménagement de leur cave (souvent devenue 2ème lieu d'habitation) et l'installation des chaudières, congélateurs ou machines à laver.

La déclaration de catastrophe naturelle est un bien et un droit, puisque la loi le veut ainsi. Les remboursements des pertes par la solidarité obligée de tous les assurés, ne doit pas permettre à l'Etat, aux D.D.A. et D.D.E. de s'en laver les mains ni au gouvernement d'en faire un élément de campagne électorale. Si les Bretons sont remboursés des dégâts ils ne le devront pas à Balladur, ni à la droite, ni encore moins aux trusts capitalistes des assurances et de leurs contractants qui n'ont accepté cette loi que contraints et forcés.

Puisse cette catastrophe naturelle supplémentaire, amener élus et dirigeants à une salutaire réflexion sur toutes ses causes. Les écrits et propositions d'Emgann de ces dix dernières années, constitueront pour eux une base solide de départ.

Emgann.

«The Long Black Veil», le nouveau Chieftains

Interview de Paddy Moloney

Sting, Mick Jagger, les Rolling Stones, Van Morrison, Sinead O'Connor, Marianne Faithfull, Tom Jones et deux des plus grands guitaristes du monde, Mark Knopfler et Ry Cooder, ont collaboré avec les Chieftains sur leur nouvel album chez RCA intitulé «The Long Black Veil». La groupe irlandais, plusieurs fois récompensés par des Awards musicaux, et tous leurs amis interprètent avec brio des chansons traditionnelles et contemporaines, originaires des deux côtes de l'Atlantique. Cet album sortira le 13 février 1995.

Chez les Chieftains - Paddy Moloney, Martin Fay, Sean Keane, Kevin Conboy, Matt Molloy et Derek Bell - l'une de la musique entre amis est un code de l'honneur. Pour s'en convaincre il suffit d'écouter le premier titre de l'album où Sting et les Chieftains interprètent une version bilingue de «Mo Ghile Mear» ou «Our Hero».

Le titre qui a donné son nom à l'album, «The Long Black Veil» (La long voile noir), chanté par Mick Jagger, est une version celtique d'un morceau de country américaine qui s'inspire en partie de l'histoire de cette mystérieuse inconnue qui avait pour habitude de se recueillir sur la tombe de Rudolph Valentino.

Les fans reconnaîtront tout de suite «Have I Told You Lately That I Love You», succès mondial l'an dernier, interprété par les Chieftains et Van Morrison, qui chante ici ses propres textes. La voix ténébreuse de Marianne Faithfull vient souligner la mélancolie de «Love Is Fading» et son «Wat cannot be cured, love / Must be endured, love».

«The Long Black Veil» est riche d'autres grands moments dont la rencontre de Sinead O'Connor et Ry Cooder sur «Foggy Dew» et «He Moved Through The Fair» ou encore de Mark Knopfler et les Chieftains interprétant «The Lily Of The West», une ballade du XIXème siècle.

«The Long Black Veil» serait incomplet sans la participation de Tom Jones, le «cousin celtic» des Chieftains. Ils ont enregistré ensemble «Tennessee Waltz» lors d'une soirée spéciale à Los Angeles dans le «home studio» de Frank Zappa, à qui ce titre est d'ailleurs dédié.

Les Rolling Stones ont rejoint les Chieftains pour leur 11^{ème} album avec «The Rocky Road To Dublin». Paddy Moloney se souvient tout particulièrement de l'ambiance fantastique de cette session où tout le monde dans le studio dansait.

«The Long Black Veil» est certainement l'un des projets les plus ambicieux des trente ans de carrière des Chieftains et vient au terme d'une année particulièrement riche en succès. En effet, en mars dernier leur album «The Celtic Harp» a reçu un Grammy Award en tant que «Meilleur enregistrement de folk traditionnel», leur troisième Grammy en deux ans, après les deux précédents reçus pour «Another Country» et «An Irish Evening», un album pour lequel ils avaient collaboré avec Roger Daltrey et Nanci Griffith.

Les Chieftains sont tout aussi à l'aise sur scène au Carnegie Hall, où ils ont joué deux fois en 1994, que devant un temple bouddhiste au Japon, où ils se sont retrouvés avec Joni Mitchell, Bob Dylan, l'orchestre Philharmonique de Tokyo et 150 moines bouddhistes, c'était en mai dernier à Nara City pour une diffusion télévisée mondiale. En 1995, les Chieftains partiront pour une tournée mondiale qui commencera en mars aux États-Unis et se poursuivra en avril et mai en Europe.

Sting entouré des Chieftains



Mark Knopfler, Ry Cooder, Sting, Mick Jagger, Marianne Faithfull, Tom Jones hag all, **perak bezañ dibabel ar re-se ?** **Peogwir int rock stars, peogwir int sonerien a c'helle o sonerezh mont mat gant ar sonerezh keliek, peogwir int mignoned ?**

Da gentañ e larin peogwir int mignoned deomp, mignoned a zo bet plijet gant Chieftains a bell bell 'zo abaoe ar bloazioù 60. Sonj 'm eus eus un abadenn hon ou graet er bloazioù-se, deut ou Marianne Faithfull ha Mick Jagger a oa c'hoazh dimezet d'ar poent-se. Un degouzh eo m'emañt o daou o kanañ bep a ganaouenn war ar bladenn met evelto ur bern tud all ha n'emañt ket ganimp amañ, ha n'eo ket int zo kaoz, ur bern tud e-barzh bed ar musik pop a sell ouzh Chieftains evel sonerien veur Karout a reont ar pezh a reomp, hag alies hon eus bet graet abadennoù ganta ha pedet hon eus bet lod anezho da zont war hon pladennoù evel Paul Mc Cartney e 1972. Ar wech kentañ oa bet deomp d'enrollañ un dra bennek asambles gantian hag e vreur. Ha neuze 'zo bet Mike Clifford, Don Hanley, hag ur bern sonerien rock. An holl a c'houlenn diganeomp ober hor sonerezh boas, n'int ket deut en ur larout «choant hon defe e rafec'h sonerezh rock». Pezh a felle dezho oa kaoz «trouz» Chieftains gant ar pib, ar fiddle en dro d'o ganaouennoù dezho. Gant se eo bet aezet tre din pellgomz ha laret : «Hello Mick, hello Sting, hello Tom... hag ober ralec'h ur ganaouenn ganimp ?».

«Dreist» 'zo bet respontet gant an holl war ar video a c'heller kabout da heul ar bladenn, a lavar Sting penaos n'eo ket souezhet tamm ebet o welout kement all a dud war ar bladenn, hag eo evitañ un enor bras. Ni ivez, evel just, a zo stad ennomp gant ar dra-se.

Komzit deomp eus «our hero», kanaouenn Sting, a larer diouti e c'helle dont da vezañ un eil «mull of Kintyre» ?

Pa 'm boa pellgomzet da Sting da c'houlenn gantian ha graet en defe ur ganaouenn ganimp en doa respontet : «Ya, met ret 'vo ober se buan rak emañ o vont da gregiñ da enrollañ ma fladenn nevez». Dimezh neuze a laris dezhan. Aet oan d'ar meurzh warlerc'h betek ti Sting ha kaset dezhan ur ganaouenn e gouezeleg. «Dreist, eme Sting, c'hoant 'm bele kanañ anezhi penn da bern e gouezeleg». O douisk douisk 'meve, bez am eus ganin un droidigezh e saozneg evitout, ma fell dit. «Nann, nann, lare-ef, ret 'din ober anezhi e gouezeleg !». A-benn ar fin, hon eus graet ur seurt treuz-varc'had hanter iwerzhoneg, hanter saozneg ! Hag ar gouezelegierien a lavar e intontall lodenn gouezelek met o deus muioc'h a boan gant e saozneg ! Erz zo deus hanternoz bro Saoz, ur Geordie 'giz 'vez graet diouto met plijout a ra dezhan sonerezh hor yezhni, sonerezh ar gariou.

Gant kement kanaouenn a zo er bladenn, gant kement abadenn enrollañ, a zo bet ur sappe troc'had plijadur e gwirionez. Hor pal penañ n'eo ket enrollañ un dastumad peurlitad war an dachenn deknel. Da laret ne oamp ket sorchennet gant an holl war ar video a c'heller kabout da heul ar bladenn,

bodañ tud, bodañ mignoned hag ober un abadenn holl asambles. Ganin oa ar chanaouennoù, an doare ma oant da vezañ kanet, ar c'hampennadurioù. Evit ar ganaouenn «Rocky Road to Dublin», «Stone by Stone», evel m'on boas da larout, oa bet un tamm brav a blijadur.

E kreiz ar ganaouenn, pa oa kaoz eus «Stones' song», Keith Richards a c'houlennas : «Hey Paddy, piv 'n eus diwanet ar son-se ? Sur mat oc'h 'on sañset da ganañ se ?...» Kreidiñ a raen da gentañ ne oa ket se tamm ebet ! Ne oa ket evit kreidiñ e c'helle e ganaouenn-ef en em gavout e kreiz ur wez, ur ballad iwerzhonat ! Met war a seblant eo plijet an holl gant.

Nann, ne oa ket souezh 'benn ar fin gwelout penaos oa deut mat pep tra, hag anv ar bladenn oa da vezañ «Chieftains and friends».

Kanaouenn Sting «mo Ghile Mear» - penaos treñ en un doare gwirion ar genou gouezeleg se, gallout a reer kaoz troidigezhioù damhervel evel «ma haroz meur», pe «Paotr dispart» pe meur a ster damdost a ganaouennoù se a zo evidomp-ni bremañ ar pezh a oa «Bonnie Prince Charlie» en he c'hoazh rak ar prinç Charlie en doa kudennoù gant e amezeien, ar saozon, ha ni hon eus kudennoù ganto ivez.

Hag evidomp-ni 'on laouen tre gant ar c'hor, ar bag-pipes ha tout ar jeu, ha heñvel awalc'h eo ar ganaouenn d'am sonj ouzh «Mull of Kintyre», Paul Mc Cartney, ur «Mull of Kintyre» mod-nevez, ha ha !

Hag an titl «The long black veil» ?

A ya an titl. Er penn kentañ, anv ar bladenn a oa «Chieftains and friends». Met an ti-pladennoù a sonjas e vije bet bravoc'h reiñ dezhi anv unan eus ar chanaouennoù, hag eo bet dibabel «The long black veil». Dam sonj eo un tammig trist hag e c'helle reiñ da grediñ eo heñvel ar bladenn a-bez. Ar ganaouenn droze he-unan a zo melkonius gwr eo, heñvel-tre eus ballads, gwerzioù an Iwerzhoniz, ha dezhi bezañ bet savet er Stadoù-Unanet. Met bezañ 'zo en-dro dezhi un aergelc'h iwerzhonat hag aaset tre eo bet din en em soubañ e-barzh ha gwiskañ ar c'hoant gant sonerezh iwerzhonat. An didjeddo a giever atav a-dreñv a vag ivez un aergelc'h iskis gwaskus un tamm a larten. Ha Mick Jagger a zo ur gwr kaner, gouest eo da ganañ hep sonerien, ar pezh n'eo ket anat er metol-se. Alies, ar gantien rock se, ur wech kollet ganto o binvioù trouzus hag o endro tredanel, n'int ket gouest da zistलग an noleñn, da laret n'ho pije ket c'hoant selalou anezhi. Mick Jagger en, a zo gouest da ganañ a capella.

Gout a reer e plij deoc'h sonerezh Vreizh. Ha prest e vefec'h un delz bennaket, d'ober ur bladenn gant kanerien a Vreizh, ne laran ket sonerien hepken, met kanerien !

A dra sur ! Gant «Celtic Wedding» em boa klasket reiñ un tafia eus sonerezh

Vreizh, dres evel pa 'm eus kaoz gant ar fladenn kentañ e 1963 mont ze betek an ti an elenn da gavout gwizioù sonerezh iwerzhon. An div bladenn zo ganto an heñvel spered, gant kempennadurioù simpli tre. Bet on sikourat mat evit se gant Paolig Monjarret, ur mignon mat din ha «paeron» Breizh 'giz m' on boas da laret, Paolig Monjarret e vez atav prizius e alioù diwar-benn sonerezh ar broioù keliek.

War ar bladenn-se e oa ur vouezh aus Breizh, mouezh e vevc'h da Paolig, Nolwenn Monjarret, hag a zo gant ur vouezh kaer eskon. E bro Japan hag er bed a-bezh e vez barnet an dud gant, hag e vez goulet gant : «Met piv 'ta eo ar plach-se, emichañs eo holl-vrudet ?» «Tamm ebet, a respontant, ne fell ket dezhi, n'eo nemet ur plach eus ar vro, un ganerezh divrut ha dispar ha tra ken !». Met evit dont en dro war ar gaoz ha respont d'ho kouleñn, bezañ zo kement a ganerien hag a sonerien dispar war an hent am boud buc'het gant «Celtic Wedding». Gout a oaran eo bet graet ar memes tra n'eus ket pell 'zo gant unan all, oc'h enrollañ ur bladenn vat gant Dan ar Bras. Ya c'hoant am eus d'ober ur bladenn all gant sonerezh Breizh mod Chieftains, marteze gant kanerien eus an div vro, er zegas ivez marteze ur reom all eus broioù dishañvel, evel ma seblant er mare-mañ o tegemer levezontioù eus bro Japan, Okinawa, pe evel m'hoñ eus bet graet gant bro China, pe reoù all, n'eus ket a harzoù ken e gwirionez 'barzh bed ar sonerezh. Ul lech bodañ eo ar sonerezh ne vez ket ret gouzout komz ar yezh, musik ar vouezh, sonerezh ar yezh he-unan a c'hell kenweañ, dres evel gant Sting o dont da ganañ e gouezeleg. En e-unan a lare ne oare ket petra 'oa o kanañ eus e «loerou brain» evel ma lare, en dije gelllet bezañ kaoz kenkoulz all met santout a ra e sonerezh ar yezh.

Er mare-mañ e ran dres ar memes tra gant bro c'hals ivez. Ur bladenn sonerezh galian hag iwerzhonat 'zo war ar stern, hag errou tri c'hoad oaran, gant ur strollad brudet tre, amerikan, ur bern hits e mask o

chanaouennoù. N'eus abeg ebet ne rafen ket kement all gant sonerezh Breizh met war un dro e felle din bezañ sur da zougañ ouzh ho sonerezh deoc'h, ken pinvidik eo. Fladenn muiañ karet ar Japanic gant a rit pehini eo ? «Celtic Wedding» ! Kendonet int gant ar sonerezh-se, kenson vez ar bed gant ur sonerezh kreñv ha pinvidik.

Hag ho raktres bras a vremañ, ar ganenn veur «An Naonegzh vras» ?

Ar bloaz mañ en Iwerzhon e vo dalc'het son eus an naonegzh vras a c'hoarvezas 150 vloaz a zo, e 1845, pa vras gant ar c'hlieved an holl batatez ha pa vras kement a dud an Iwerzhon. An holl beorien e gwirionez, ar re all o vont kuit da Amerika, Aostralia. Pevar milion a dud o vevet gant an naon ! Ha koulskoude e oa e-leiz a voued en Iwerzhon, setu me ne oa ket dre ziouer a voued e gwirionez met dre ma veza kaset maer ar vro an ed ha pep tra gant hon amezeien ha trevadennerien, d'o bro-tre da lech all.

Emañ o sevel ur simfonien a-benn derc'hel koun eus an dra spontus-se. E-barzh un enezenn vihan war adoù bro g'Kanada e veze dalc'het an divroù e pad d'ou-gerent dez arak lezel anezho da vont war an douar bras. Bet on bet eno e miz gouere tremenet ha gwelset em eus beredoù, enne beredoù boutin bras divent, spontus, sporonus.

Ar simfonien-se a vo sonet gant laz-senn simfoniek bro g'Kobek, kanerien evel Richard Harris, ul laz-kanañ gospel gant re zu, ur plach eus bro Laponi, sonerien ha taboulinierien eus Afrika, ur gartero eus bro Chaliais, taboulinierien eus bro Japan, hag ur bern tud all. Ur simfonien hollvedel e vo, e koun un darvoud resis met en ur labarout d'ar bed holl : sellit, bez 'ez eus c'hoazh hiziv-an-deiz tud o vevet gant an naon, bez zo berniadou amañ, berniadou kib-bevin met an dud a zo lontek, ingalan ar boued a zo ur melli kudenn, ar politikerezh, ar brezel a zo ur melli kudenn, ha se 'zo kaoz ma 'zo tud gant an naon dre ar bed hiziv-an-deiz.

(Suite page 17)

Mark Knopfler et Paddy Moloney



Gouelïoù

LE 11 JUIN 1995, LA FÊTE DE BALLON.

Chaque année, le premier dimanche de juin a lieu la Fête de Ballon. La commémoration est faite d'une fête populaire sur le site de la bataille, avec la participation de *«Le Cercle Celtique, et d'un Breton»*. En 1995, la Fête de Ballon a lieu le dimanche 11 juin.

Les semaines qui précèdent la Fête de Ballon, le Comité organise une conférence sur l'histoire de Bretagne, un jeu-concours doté de prix pour les écoles mais aussi pour les adultes, une veillée - Fest-noz.

Durant le mois de juillet dernier, la fameuse croix commémorative placée sur un tertre par le sculpteur Rafig Tullou a été descellée de son socle et dérobée.

L'association Poellgor Gouel Ballon a décidé de replacer une nouvelle croix, et d'aménager le site qui en a sérieusement besoin. Il s'agit donc de conserver le caractère naturel du site, de replacer une nouvelle croix et d'installer un panneau explicatif retraçant en quelques lignes l'histoire de la fameuse bataille et sa place dans le contexte breton et européen.

Appel à souscription.

Le Comité dispose de moyens particulièrement réduits et ne peut assurer seul les frais nécessaires à l'ensemble de l'opération. Le Comité lance une souscription et fait appel à la générosité des Bretons et Amis de la Bretagne.

«Poellgor Gouel Ballon», Mairie de Bains sur Oust (35600), N° de compte : C.M.B. 01402650843

GUERANDE.

«Le festival Anne de Bretagne» du 24 juin au 3 juillet

Pourquoi un tel Festival en Loire-Atlantique ?

Notre département est actuellement rattaché, administrativement, à la «Région dite des Pays de la Loire» alors, qu'historiquement, il appartient à l'ancien Duché de Bretagne.

Nantes fut pendant des siècles la ville principale du Duché, résidence des Ducs, siège de la majorité des grandes institutions, en particulier du Conseil Ducal, de la Cour des Comptes et de l'Université.

La crypte et l'enclos des Carmes furent les endroits privilégiés pour la sépulture des personnages importants du Duché et de nos Ducs, comme le dernier : François II, dont le tombeau fut transféré dans la Cathédrale de Jean V, après les saccages de la révolution.

Anne de Bretagne est née à Nantes, deux fois Reine de France, mais toujours Duchesse de Bretagne, son corps fut enseveli à Saint-Denis, mais son cœur, à sa demande, reposa lui à Nantes, dans la crypte des Carmes.

Rappelons encore la présence à Nantes du Château des Ducs de Bretagne, qui témoigne encore aujourd'hui de leur puissance. Mais bien d'autres villes portent témoignage de l'histoire du Duché : Ancenis, Châteaubriant, Clisson, Guérande, Machecoul et tant d'autres.

C'est sans doute en souvenir de leur histoire que la majorité des habitants du département se considèrent comme Bretons et que le nombre des Associations culturelles Bretonnes, près de trente Cercles Celtiques et Bagadou, est plus important que dans tous les autres départements bretons, à l'exception du Finistère.

Nous connaissons le Festival Interceltique de Lorient, le Festival de Cornouaille à Quimper, le Festival de la Danse à Guingamp mais rien de semblable n'a lieu en Loire-Atlantique.

C'est pourquoi, suite à de nombreux contacts avec les Fédérations Culturelles Bretonnes du département, il a été décidé d'y créer un grand festival breton - le «Festival Anne de Bretagne» avec la participation de tous les Cercles, Bagadou, Musiciens, Chanteurs, Compositeurs, de la mouvance bretonne de Loire-Atlantique.

Ce festival aura comme caractéristique originale de se dérouler chaque année, dans une cité différente.

La ville de Guérande a accepté que la première édition du Festival se déroule dans ses murs.

Par la suite, il a été prévu qu'il se tiendrait à Ancenis, Châteaubriant, Clisson, etc. Rens. : Association Culturelle Bretonne Sud-Bretagne, c/o Jean Cevaer «Breizh Distrikt», 90 Route de la Villa Babin, 44380 Pornichet.

18 Emgann/Combat breton n° 111

La statue de Nominoë

*Oui, sur le Menez-Bre solitaire et sauvage,
Qui domine les bois, les champs et le rivage,
Dans les vagues brouillardés flottant autour du mont,
Il serait noble et beau de dresser la statue
Du chef qui rejeta la Bretagne abattue,
La fit grande et lui mit le diadème au front.*

*Ce prince patient, silencieux et sombre,
Pendant plus de vingt ans sut préparer dans l'ombre
Les coups dont il voulait frapper ses ennemis ;
Et quand enfin brilla le jour de la vengeance,
Il tira son épée et, marchant vers la France,
Lui dit : «Laisse-moi libre et rends-moi mon pays.»*

*Son casque ailé semblait celui de la Victoire,
Il rejeta les Franks loin des bords de la Loire,
Leur imposa la paix et revint glorieux
Tous les clochers sonnaient dans la Bretagne entière
Et toute une bretonne était joyeuse et fière
D'être libre chez soi, comme étaient ses aïeux.*

*Il serait beau de voir sur l'aride montagne,
Dominant l'horizon, le vieux roi de Bretagne,
Vêtu de son armure et d'un casque doré,
A ses pieds en passant se poseraient les aigles ;
Les enfants cueillaient des bleuets dans les sèves
Pour faire une guirlande à son glaive acéré.*

Joseph ROUSSE
(Nantes, 1838-1909)



Louis Le Débonnaire fut Nominoë gouverneur de Bretagne (Dolé)

Etude et découverte du Patrimoine Naturel. Stage sur l'île de Groix, du 17 au 21 avril

L'Université d'été de Bretagne organise avec la SEPNB (Société pour l'Etude et la Protection de la Nature en Bretagne) une semaine sur le Patrimoine Naturel, du 17 au 21 avril 1995, sur l'île de Groix.

Au programme :
- topographie, géologie et cartographie,
- géomorphologie, lecture et compréhension des paysages.

- écologie du littoral (ornithologie, botanique, minéralogie, ...).

- conférence et débat sur les moyens et les acteurs de la conservation et de la sauvegarde du patrimoine naturel.

Ce stage est ouvert et accessible à tout public.

Pour obtenir le programme détaillé, contacter l'Université d'été de Bretagne (UEB), BP 251, 56102 Lorient Cedex, tél. 97.64.19.00 (nombre de inscriptions limité).

Réponse à Patrick Font, «Rien à cirer» (France Inter).

Ci-joint, pour information, ma réponse à Patrick Font (animateur dans l'émission de France-Inter «Rien à cirer» et directeur de «Charlie hebdo»).

Suite à son passage au 13/14 de France Inter du 3.01.95 et à ses déclarations par lesquelles il considérait que les Nationaistes dont les Bretons et les Corses, avaient des idées figées, pratiquaient un folklore rétrogradé et étaient en quelque sorte cons et fiers de l'être...

Suite à ton intervention au 13/14 de France-Inter le 3 janvier dernier, j'ai été surpris par ta position à l'imperte-pièces concernant ce que tu appelles les Nationalistes.

Apparemment dans ce terme, tu regroupes «le Front National, le folklore, les Bretons, les Corses, etc...». Alors de deux choses l'une, tu es con et inculte ou jacobin et de mauvaise foi. T'écoutant souvent dans «Rien à cirer», je pencherais plutôt pour la 2ème solution. Si les propos que tu as tenus étaient venus de J.M. Le Pen ou de J.P. Chevènement je n'en aurais pas été étonné, mais de Patrick Font, ça, je suis très déçu !

Eh oui, je suis Breton. Ma grand-mère, qui depuis est décédée, n'avait jamais été habillée à l'euro-peenne et elle parlait breton. C'était avant que l'état centraliste français ne t'interdise dans les écoles de Bretagne. Mais c'était dans l'intérêt de la République. N'est-ce pas Patrick ?

Mes deux grands-pères, qui eux aussi parlaient breton, ne savaient pas qu'ils se battaient en 14/18 pour défendre un état qui allait par la suite interdire à leurs enfants de parler leur langue, d'ailleurs ils n'ont pas eu le temps d'y penser, car ils en sont morts.

Mais c'était pour défendre la République, n'est-ce pas Patrick ?

En Bretagne, le breton était et est la langue du peuple. Le français était au début du siècle la langue de la bourgeoisie, parlée par l'élite et les «bien-pensants».

Dans les années 30 en «pays bigouden» (Pays du Bout du Monde, habité par des sauvages qui, pour se distraire, mettaient du poisson dans les boîtes de fer blanc) des compatriotes habillés en costume traditionnel manœuvraient, Drapeau Rouge en tête, pour défendre leur gagne-pain.

Voilà pour le folklore !
Pour ce qui est des «idées figées», comment peux-tu dire de telles conneries ? La Bretagne est un laboratoire d'idées dont certaines sont peut-être utopiques et alors ! évidemment, ça peut ne pas plaire à un conservateur dans ton genre !

1. Les écoles Diwan, fonctionnant d'après la méthode Freinet, laissant l'esprit d'initiative à l'enfant, sans jamais lui imposer quoi que ce soit.

Ces écoles bilingues «breton-français» demandent depuis longtemps à être intégrées dans le système laïc.

2. Le festival de Douarnenez donne chaque

année fin août, aux peuples multiples la possibilité de présenter leur production cinématographique.

Une année : les Tziganes, «ces voleurs de poules» ; une autre : les Palestiniens, «ces voyous qui lancent des pierres», etc.

Je sais, c'est moins chic que Cannes et Deauville, et il n'y a pas de petits fours ni de grosses pétales blondes qui se prennent pour des stars. Mais à chacun ses valeurs. N'est-ce pas Patrick ?

3. Ici il n'y a pas de nucléaire, car rien que le nom nous donne des boutons et quand ça nous gratte nous sommes capables de tout, même d'envoyer les mémés au casse-pipe (ex : Plogoff).

4. Le mouvement politique breton défend dans son ensemble, des valeurs humanistes, socialistes (pas le mode français) écologistes et culturelles, et est solidaire de tous les peuples en lutte pour leur liberté, qu'ils soient basques, canaques, kurdes, etc., qu'ils soient blancs, rouges ou noirs, etc.

Mais ça, évidemment, tu ne peux comprendre. Il faut faire soi-même partie d'une minorité pour le ressentir.

Il faudrait rajouter dans les droits de l'Homme : «contre le droit des forts à disposer des faibles» et «contre le droit d'une langue à écraser les autres». Je pourrais encore citer d'autres exemples, mais il y a Alan Stivell, Dan ar Blas, Denoz Priquet qui parlent à la télé ! Mais non, ça ne risque pas, c'est à toi de réfléchir.

Sentiments bretons les meilleurs !

PS : Si mon tutolement te dérange, tu peux le remplacer par «vous». M. le Directeur de «Charlie-Hebdo».

P. PENNANEACH



Au carrefour de la Gallésie

L'Association **Au Carrefour de la Gallésie** (Monterfil, Ile-et-Vilaine), association agréée Jeunesse et Sport, organise comme chaque année depuis 3 ans, un «stage de découverte, apprentissage de la pratique et de l'animation des jeux traditionnels bretons», qui s'adresse aux adultes, ainsi qu'aux jeunes de plus de 16 ans. Il aura lieu cette année les 8 et 9 avril 1995. Il se déroule à Monterfil, au Centre de la

Bétangeais. Il débute le samedi à 14 h et s'achève le dimanche à 18 h. Il est animé par Patrick Grosset, pour les jeux enfants et Dominique Ferre, pour les jeux adultes. Il mènera cette année une initiation exceptionnelle au jeu de Palets sur terre (Centre-Bretagne). L'hébergement est assuré au gîte d'étape de la Bétangeais (se munir d'un duvet). La participation aux frais est de 250 F. Pour s'inscrire, s'adresser à : Lucienne Lepetit, La Bétangeais, 35160 Monterfil, tél. 99.07.96.64, tous les jours : 14 h-17 h et le samedi matin : 9 h-12 h.

Stage intensif de breton.

Le centre Skol An Emsav de Rennes (enseignement de breton pour adultes) organise en mars un stage intensif de breton. 14 heures de cours réparties du **samedi à 14 h au dimanche 18 h au centre culturel Per Roy - Ti Kendalc'h** à Saint Vincent sur Oust (près de Redon).

Ce stage est ouvert aux adultes tous niveaux : débutants au niveau Licence de Breton. Il est proposé aux stagiaires 5 cours différents pris en charge par 2 professeurs par groupe. Ces cours sont dispensés par des professeurs licenciés en breton. Un cours spécial «Bac» sera mis en place pour les lycéens préparant le bac de breton.

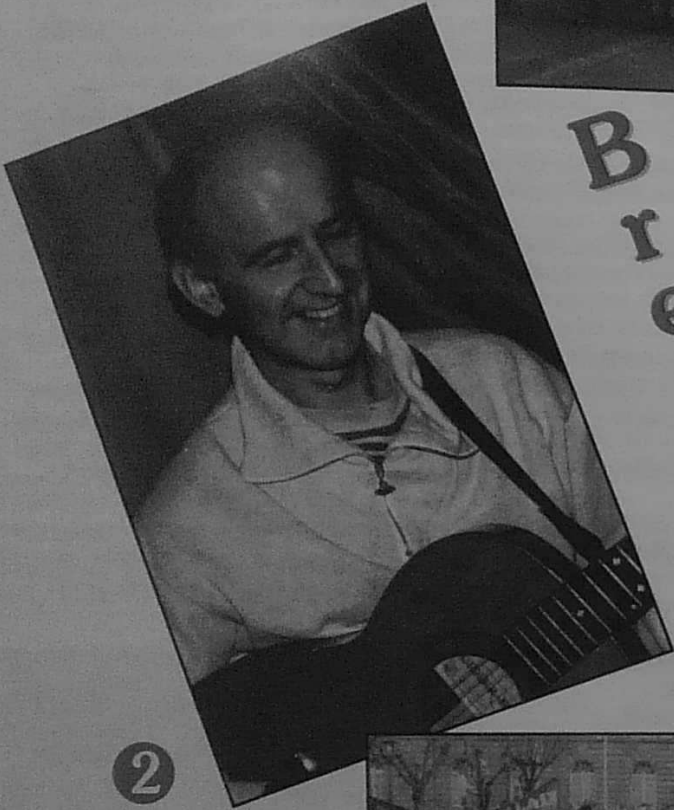
Skol An Emsav, 8 rue Hoche, 35000 Roazhon, 99.38.75.83.

Emgann/Combat breton n° 111 19

Début d'année en



1



2

B
r
e
t
a
g
n
e



3



4

1. Stourm ar Brezhoneg o vanifestin e Gwened evit ur skinwel e brezhoneg.
2. Dan ar Braz à la fête Diwan à Kemperle. La musique de la victoire ?
3. Dour-beuz e miz genver. Petra 'zo kaoz ?
4. 3 000 personnes dans les rues de Morlaix pour soutenir Morlaix-Electronique.

ADKOMANANT - KOMANANT ● Réabonnement - Abonnement

150 L ar bloaz (evit Breizh hag ar broioù sujet d'ar stad c'hall) 170 L e lec'h all - Skoazell : 200 L da vihanañ

Anv/Nom

Raganv/Prénom

Chomlec'h/Adresse

Da gas da/A envoyer à : EMGANN, BP 71 - 22202 GWENGAMP CEDEX

Notre fax : 96.44.09.24.